

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1892-1893.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE JANVIER 1893.

FEUILLETON AU 10 FÉVRIER 1893.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

- | | | |
|----|-------|--|
| 1. | 7381. | Par pétition datée de Charleroi, le 2 janvier 1893,
La dame Catrain, à Charleroi, demande itérative-
ment un prompt secours. |
|----|-------|--|

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

- | | | |
|----|-------|---|
| 2. | 7383. | Par pétition datée de Gand, le 22 décembre 1892, |
| | 7413. | Le président et le secrétaire du « Vlaamsche Grieven
comiteit », à Gand, demandent l'expulsion du sieur
Rolland, qui, bien qu'étranger, se mêle de la politique
intérieure de la Belgique et ne cesse d'injurier dans
son journal, les <i>Tablettes françaises</i> , certaines catégo-
ries de Belges. |

Même demande des président et secrétaire du
« Snellaertskring », à Gand.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

- | | | |
|----|-------|--|
| 3. | 7388. | Par pétition datée du 3 janvier 1893,
Le président et le secrétaire de la « Fédération belge
de gymnastique » sollicitent un subside annuel de
10,000 francs. |
|----|-------|--|

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et
de l'Instruction publique.*

Numéros du feuilletou.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

4.

7390.

Par pétition datée de Malines, le 5 janvier 1893,

Le président et le secrétaire de la « Chambre de discipline des notaires » de l'arrondissement de Malines demandent le maintien de l'article 13 de l'arrêté royal du 18 mars 1892 concernant le tarif des actes notariés.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

5.

7391.

Par pétition datée de Bruxelles, le 5 janvier 1892,

Le sieur Laurent, à Bruxelles, demande la revision du règlement d'ordre intérieur des voitures de chemins de fer.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

6.

7393.

Par pétition datée de Resteigne, le 6 janvier 1893,

Le sieur Danguy, à Resteigne, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la prompte liquidation de la succession de sa femme.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

7.

7396.

Par pétition datée de Casterlé, le 22 décembre 1892,

Le conseil communal de Casterlé demande la construction d'une chaussée de Moll à Casterlé.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

8.

7397.

Par pétition datée de Malines, le 5 janvier 1893,

Le conseil communal de Malines demande le retrait de la disposition de la loi du 8 juin 1887 frappant les vaches laitières d'un droit d'entrée.

Même pétition d'habitants d'Aertselaer, Appels, Belcele, Berthem, Borgerhout, Borsbeeck, Chaineux, Deurne, Eename, Gentbrugge, Hanswijck, Heyst-op-den-Berg, Hombeeck, Battel, Pennepoel, Meirelbeke, Muijsen, Tournai, Wilryck, et d'une localité non dénommée.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

9.

7398.

Par pétition datée de Pironchamps, le 4 janvier 1893,

La dame Lemineur, à Pironchamps, sollicite un

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

secours ou l'intervention de la Chambre pour obtenir de l'assistance du bureau de bienfaisance.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

10. 7401. Par pétition datée d'Anvers,
 7428. Des instituteurs et des institutrices communaux
 7437. d'Anvers réclament l'intervention de la Chambre afin
 7447. de n'être plus astreints de payer, en cas de maladie,
 les intérimaires qui les remplacent.

Même pétition d'instituteurs et d'institutrices communaux de Boom, Boom (coin), Boom-Noeveren, Bouchout, Calmpthout, Deurne, Edegem, Gheel-Larum, Hemixem, Lillo, Lokeren, Niel, Oorderen, Putte-Cappellen, Poppel, Sint-Job in 't Goor, Schelle, Terhagen, Wilryck, Wuestwezel, Turnhout, Vorsse-laer; du sieur Vanden Borght, instituteur communal, à Putte.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

11. 7402. Par pétition datée d'Arlon, le 9 janvier 1893,
 Le président et le secrétaire de la « Chambre de
 commerce et des fabriques d'Arlon », se rallient à
 l'avis émis par la Chambre de commerce de Liège, Huy
 et Waremmes sur le projet de loi relatif aux contrats
 de louage.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

12. 7403. Par pétition datée de Bruxelles, le 28 décembre 1892,
 Le président et le secrétaire du « Nationaal Vlaamsch
 Verbond », à Bruxelles, prient la Chambre de voter
 une loi interprétative de l'article 23 de la Constitu-
 tion.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

13. 7404. Par pétition datée de Durnal, le 8 janvier 1893,
 Le bourgmestre de Durnal demande une pension
 pour un habitant de cette localité.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

Numéros du feuillet.	Numéros du registre des pétitions.
14.	7408.

Par pétition datée de Moerbeke, le 13 janvier 1893,

Des instituteurs et des institutrices du canton scolaire de Lokeren prient la Chambre d'adopter la modification qu'ils proposent au 3^e paragraphe de l'article 7 de la loi du 16 mai 1876.

DÉCISION : *Renvoi : à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

15. 7409.

Par pétition datée de Heer-Agimont, le 13 janvier 1893,

Le sieur André, à Heer-Agimont, demande qu'une enquête soit ouverte sur la liquidation de la succession de la demoiselle Catherine André.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

16. 7411.

Par pétition datée de Binche, le 13 janvier 1893,

Le sieur De Kerf, ancien commissaire de police de Binche, sollicite une pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

17. 7412.

Par pétition datée d'Alost, le 28 novembre 1892,

L'Administration communale et des habitants d'Alost réclament la création d'un tribunal de troisième classe, avec siège à Alost et juridiction sur les cantons d'Alost, Grammont, Herzele et Ninove.

Même demande des administrations communales et d'habitants d'Appelterre-Eychem, Aspelaere, Aygem, Baerdegem, Bambrugge, Bavegem, Borsbeke, Burst, Denderhautem, Denderleeuw, Denderwindeke, Erembodegem, Erondegem, Goefferdigen, Grimmingen, Gysegem, Haaltert, Helderger, Heldersem, Hautem-Saint-Liévin, Herzele, Hofstade, Iddergem, Idegem, Impe, Kerkxken, Lede, Letterhautem, Liefferingen, Meerbeke, Meire, Meldert, Moerbeke, Moorsel, Nederboulare, Nederhasselt, Neyghem, Nieuwenhoven, Nieuwerkerken, Okegem, Oordegem, Ottergem, Oultre, Overboelaere, Pollaere, Ressegem, Saint-Anteluickx, Santbergen, Sarlarding, Schendelbeke, Smeerhebbel, Vloersegem, Smetlede, Viane, Vleckem, Vlierzele, Voorde, Waerbeke, Wanzele, Welle, Zonnegem ; d'avocats de l'arrondissement d'Alost ; de membres des

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

sociétés : « Vlaamsche Taalgilde », « De Vriendschap », « Landbouwkundige Vergadering », « De Katholieke Bekwaamheidskiezers », « Tooneel Werkmanskring », « Davidsfonds », « De Katholieke Werkmanskring », « Takjes worden Boompjes », « Kerkfabriek van den H. Martinus », « Sint-Rochus », « De Kruisboog », « Wel doen zonder omzien », « Onderlinge bijstand der gewezen weesjongens », « De Ware Vlamingen », « De Catharenisten », « Saint-Servais », « Les Amis constants », « Het Vrijwillig Pompierkorps », « Berg van Bermhertigheid », « Kerkfabriek van Sint-Jozef », « Sint-Sebastiaan », « Commissie der Godshuizen », « Bureel van Weldadigheid », « Werkrechttersraad », « Werkmanswoningen », « De Bokkenrijders », « De Klauwaarts », « Onderlinge bijstand van Mijlbeek », « De Bolschutters », « De Oud Onderofficieren van het Leger », « Onderlingen bijstand Werkmanskring », « Tooneel Zondagschool », « De Ware Vrede en Eendracht », « De Vereenigde Landbouwers », « Kaartspel », « Meiboom », « De Nieuwe Meiboom », « Willem Tell », « Les Sauveteurs belges », « Sinte-Cecilia », « Cercle l'Union », « Harmonie royale », « Vrede en Eendracht », « Taal en Vrijheid », « De Balboog » d'Alost ; des sociétés : « Maatschappij van het Muziek », de Denderleeuw ; « De Katholieke Bekwaamheidskiezers », d'Erembodegem ; « Société de musique » de Herzele ; « Werkmanskring » de Grammont ; « Maatschappij van het Muziek » de Hofstade ; « Maatschappij van het Muziek » de Lede ; « Maatschappij van het Muziek » de Nieuwerkerken.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

18. 7422. Par pétition datée d'Alost, le 12 janvier 1893,
M. le baron Léon Bethune demande la création, à Alost, d'un tribunal de première instance qui étendrait sa juridiction sur les cantons limitrophes d'Alost, de Herzele, de Grammont et de Ninove.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

19. 7421. Par pétition datée d'Ixelles, le 8 janvier 1893,
Le sieur Bernard, à Ixelles, demande : 1^o une enquête sur les affirmations dont il se sert pour contester l'action judiciaire dont il a été victime ; 2^o la revision

Numéro du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
-----------------------------	--

de l'arrêt de condamnation de la Cour d'appel du 1^{er} juillet 1886 ; 5^o un subside provisionnel pour obtenir l'exécution de jugements prononcés en sa faveur, ou une réparation pécuniaire des dommages qu'il aurait subis.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

20. 7438. Par pétition datée de Liberchies, le 17 janvier 1893,
 Le sieur Alexandre Augustin, à Liberchies, se plaint
 itérativement que son fils ait été illégalement incor-
 poré et réclame l'intervention de la Chambre pour que
 ledit milicien soit renvoyé dans ses foyers.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

21. 7439. Par pétition datée de Laforêt, le 21 janvier 1893,
 Le sieur Stevenot, gendarme pensionné, à Laforêt,
 demande que ses enfants soient reçus dans un établis-
 sement charitable de l'État.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

22. 7443. Par pétition datée de Bruxelles,
 Les membres du comité de la « Fédération typogra-
 phique belge » et de l'« Association libre des Typo-
 graphes » de Bruxelles, prient la Chambre d'exiger, à
 l'occasion des adjudications publiques des imprimés
 nécessaires aux administrations de l'État, l'inscription
 du minimum de salaire dans les cahiers des charges et
 l'obligation pour l'adjudicataire d'exécuter lui-même les
 travaux qui lui sont confiés.

Même demande du président et du secrétaire du
 « Boekdruckers-Verbond » d'Anvers ; de l'« Associa-
 tion typographique » de Gand ; du « Syndicat des
 ouvriers typographes liégeois » ; de l'« Association
 typographique » de Verviers ; de l'« Association
 typographique » de Huy ; de la « Société typogra-
 phique » de Louvain, de l'« Association typogra-
 phique » de Namur ; de la « Fédération typographique
 belge » de Charleroi ; de l'« Association typogra-
 phique » de Nivelles, de Malines et d'Arlon.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture,
 de l'Industrie et des Travaux publics.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
23.	7444.

Par pétition datée de Pironchamps, le 24 janvier 1893,

La veuve Lemineur, à Pironchamps, réclame itérativement l'intervention de la Chambre afin d'obtenir un secours du bureau de bienfaisance ou son admission dans un hospice.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

24.	7445.
-----	-------

Par pétition datée de Bruxelles, le 24 janvier 1892,

Le sieur De Nayer, à Bruxelles, réclame l'intervention de la Chambre pour entrer en possession, sans frais de déplacement, de ses effets militaires et d'un reliquat de la masse d'habillement.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

25.	7448.
-----	-------

Par pétition datée de Bruxelles, le 26 janvier 1893,

Le secrétaire de la « Société royale protectrice des animaux », à Bruxelles, transmet des pétitions tendant à obtenir l'interdiction des combats ou courses de taureaux.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux Publics.*

26.	7453.
-----	-------

Par pétition datée de Grand-Hallet, le 25 janvier 1893,

Des habitants de Grand-Hallet réclament l'intervention de la Chambre afin d'être dédommages du préjudice que leur a causé le dégel.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

27.	7456.
-----	-------

Par pétition datée de Saint-Gilles-Waas, le 29 janvier 1893,

Le secrétaire de la « Ligue du commerce et de l'industrie du Pays de Waas », à Saint-Nicolas, demande la création d'un tribunal de première instance à Saint-Nicolas, dont la juridiction s'étendrait aux cantons de Saint-Nicolas, Lokeren, Tamise, Beveren et Saint-Gilles.

Même demande de conseillers communaux de Saint-Gilles-Waas et d'une localité non dénommée; de membres du comité des sociétés : « 't Zonneken », « De Leeuw van Vlaanderen », « Bon vivant », « 't Geel

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

huis », « De Ware Vrienden van het Kaartspel », « De Moedige Strijders », « De Kunstkring », « De Ware Vrienden », « De Rubensvrienden », « De Ware Bolders », « De Zwaan », « Herleving », « Symphonische Kring », « Burgerskring », « De Ware Bidibans », « Houtbriel », « De Fonteinisten », « De Gouden Appel », « Terpsychore », à Saint-Nicolas.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

- | | | |
|-----|-------|---|
| 28. | 7458. | Par pétition datée de Gilly, le 30 janvier 1893,
Le sieur Steens, à Gilly, sollicite itérativement un secours. |
|-----|-------|---|

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

- | | | |
|-----|-------|---|
| 29. | 7459. | Par pétition datée d'Awan-Aywaille, le 29 janvier 1893,
Le sieur Remy, à Awan-Aywaille, demande que la commune de Rouvieux soit mise en demeure de créer, à bref délai, un bureau de bienfaisance. |
|-----|-------|---|

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

- | | | |
|-----|-------|--|
| 30. | 7461. | Par pétition datée de Bruxelles, le 30 janvier 1893,
Le président et le secrétaire du « Nationaal Vlaamsch Verbond », à Bruxelles, demandent qu'il soit procédé à l'endiguement des eaux de l'Espierre et que les crédits, votés depuis 1887, pour empêcher la corruption de l'Escaut, soient employés à cette fin. |
|-----|-------|--|

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

